

Les raisons d'un silence

vendredi 14 juillet 2023, par [Jacques COTTA](#)

On a appris quelques jours avant le 14 juillet que le président de la République ferait grâce à la nation de sa traditionnelle allocution télévisée.

Peu s'en plaindront, tout en s'interrogeant sur les raisons d'un tel silence, si peu habituel chez Macron, homme à l'égo boursoufflé.

En réalité, le silence de Macron est témoignage d'une faiblesse extrême du pouvoir et à travers lui du régime. Ce que nous annonçons lors du mouvement sur les retraites, la mutation de la crise sociale en crise démocratique et politique et en crise de régime se confirme un peu plus.

Le pouvoir semble tétanisé.

Il redoute de nouvelles explosions, par définition imprévisibles, et craint que les 130 000 policiers mobilisés pour répondre à toute éventualité ce 14 juillet ne soient pas suffisamment dissuasifs.

A court terme, le dispositif autre que répressif sur lequel compte le gouvernement pour tenter de s'en sortir ne donne aucune garantie.

Sur le plan politique, il est et demeure minoritaire, malgré les efforts de quelques secours momentanés tels Eric Ciotti et consorts... La perspective d'un remaniement est un véritable casse-tête.

Sur le plan syndical, la « compréhension » affichée ce mercredi 12 juillet, à l'issue d'une réunion à Matignon avec le premier ministre, Elisabeth Borne, pour « jeter les bases d'un nouvel agenda social concernant l'emploi des seniors, les parcours professionnels, la prévention de l'usure professionnelle, l'accompagnement des reconversions professionnelles, le compte épargne-temps universel » semble bien dérisoire face aux difficultés qui attendent les français...

L'inflation qui a frappé n'aura été qu'un avant-goût d'une crise qui va en s'approfondissant. Pour le gouvernement, c'est le jeune Gabriel Attal, Ministre de l'Action et des Comptes publics et par ailleurs chouchou de Macron, qui annonce la couleur affirmant qu'un « effort global sera demandé aux français en 2024 pour réduire la dette ». Une série de leurres sont évoqués pour cacher l'essentiel. Dans le viseur gouvernemental se trouve la sécurité sociale, les arrêts maladies, et ce que le gouvernement nomme « la responsabilisation des assurés sociaux ». On voit d'ici de quoi il s'agit...

L'ancien socialiste macronien Attal répond ainsi à la volonté de l'union européenne dont la cour des comptes se faisait porte parole le 29 juin en déclarant que « le gouvernement devra consentir un effort substantiel en termes de dépenses pour ramener le déficit public de la France dans les clous européens d'ici 2027 », pendant que l'ancien ministre socialiste et commissaire européen, le président de la cour des comptes, Pierre Moscovici, tançait le gouvernement en déclarant que "L'effort de désendettement de la France se fait attendre ».

En gardant le silence, Macron, qui a en souvenir [les "émeutes" récentes](#) auxquelles visiblement il n'a pas compris grand chose, veut donc éviter d'allumer la mèche explosive, d'autant que sa politique et son gouvernement sont souillés par une série de scandales allant du conflit d'intérêt France travail à l'affaire des fonds Marianne, d'Alstom aux cabinets conseils en passant par la mise en examen du « président bis », l'ami intime de Macron, l'ancien chef de cabinet de Moscovici (le monde est décidément petit) Alexis Kohler pour « prise illégale d'intérêt »...

Ce pouvoir est faible, navigue à vue...

Le roi Macron est nu...

Vive le 14 juillet !

Jacques Cotta

Le 15 juillet 2023